

1, 2 % : une provocation !

Le gouvernement a annoncé le 17 mars, jour de grève et de mobilisation contre la loi travail, le dégel du point d'indice pour les salaires de la fonction publique, avec une augmentation de taille à la hauteur de cet insoutenable suspens qui maintenait en haleine l'ensemble des agent-e-s de la fonction publique : + 1,2 % !

Cette augmentation se fera en deux fois : 0,6 % en juillet 2016 et 0,6 % en février 2017.

Un calendrier savamment programmé à proximité des élections présidentielles.

Alors que le gel des salaires depuis 2010 et l'augmentation des prélèvements ont entraîné la baisse du niveau de vie des fonctionnaires, cette annonce est une véritable provocation qui a reçu l'approbation de plusieurs organisations syndicales de l'éducation semblant se satisfaire de cette grande avancée !

Une grande avancée qui se traduira pour un salaire de 1 500 euros par une augmentation de 18 euros par mois. Pas vraiment de quoi pavoiser !

Elle témoigne, surtout, une fois de plus, des orientations anti sociales de ce gouvernement.

Nous rappelons qu'à l'Education nationale cette politique d'austérité salariale ne s'applique pas à l'ensemble des personnels, et que les avantageuses primes dites « au mérite » et autres revalorisations salariales pour la hiérarchie se sont, elles, bien multipliées sans attendre le fameux dégel.

Pour l'augmentation générale des salaires pour toutes et tous, et vers l'égalité des revenus, SUD éducation revendique :

- ➔ **Augmentation générale des salaires de tous les personnels**
- ➔ **Réduction des écarts salariaux**
- ➔ **Aucun salaire au-dessous de 1 700 euros net**